

POUR DEVENIR COMMERCANT

M. Henry Laureys, directeur de l'École des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, vient d'exposer d'une façon très pratique et intéressante dans une brochure intitulée "Pour devenir commercant" la nécessité de l'éducation commerciale et les raisons qui en entravent le progrès. Nous croyons être utile à nos lecteurs, pères de famille, en extrayant de ce document les principales raisons qui ont jusqu'à ce jour paralysé l'effort de nos éducateurs commerciaux.

1° Le fait que peu de personnes se rendent compte exactement de ce que l'on entend par "enseignement commercial" et surtout "enseignement commercial supérieur". La cause principale en est que dans les collèges le "cours commercial" est considéré comme inférieur au cours classique — il l'est en réalité dans la province de Québec — ce qui ne devrait pas être. Il faudrait consacrer à ces études "moyennes" à peu près le même nombre d'années que celui consacré au cours classique et introduire dans les programmes des deux ou trois dernières années des cours de sciences (chimie, physique, géographie, mathématiques, etc.) beaucoup plus développés qu'ils ne le sont à présent. Il y aurait lieu aussi d'amplifier les cours d'histoire nationale et universelle), et les cours de littérature française et anglaise. En revanche il faudrait débarrasser ces mêmes programmes des cours de droit commercial et autres matières universitaires qui n'ont que faire en ces années. D'ailleurs, eu égard à l'âge des enfants ces cours de droit, d'économie politique, etc., ne peuvent consister qu'en rudiments, aussitôt oubliés qu'appris. Des programmes ainsi conçus permettraient de donner à ces jeunes élèves une formation plus rationnelle, une meilleure culture générale, et leur feraient mieux saisir la portée d'un enseignement commercial supérieur couronnant leurs années de collège.

2° Le désir, hélas! trop répandu, au Canada, de gagner de l'argent à 15 ou 16 ans, voire parfois plus tôt. Ce désir — que nous pouvons comprendre dans le cas de parents nécessiteux ayant une nombreuse famille — est malheureusement aussi développé parmi les jeunes gens riches que parmi les pauvres. Il est une des causes principales d'abandon des études. Cette tentation de gagner de l'argent le plus tôt possible n'a jamais exercé de fascination plus grande qu'à notre époque. Beaucoup d'emplois, restés vacants par suite du départ des aînés pour le front, ont permis aux plus jeunes d'obtenir aisément des situations assez bien rémunérées. Immédiatement les livres sont fermés, et tel jeune homme intelligent et bien doué qui, s'il avait pris le temps de s'instruire, serait devenu plus doué qui, s'il avait pris le temps de s'instruire, serait devenu plus tard un homme utile à la société, se condamne à végéter toute sa vie, pour quelques gros sous gagnés un, deux ou trois ans plus tôt. Comme nous le disions plus haut, semblable façon d'agir se comprend plus ou moins quand, par suite de la dureté des temps, un jeune homme est obligé de gagner sa vie et parfois celle des siens, mais cela est sans excuse quand ce jeune est riche — et nous pourrions en citer plus d'un dans ce cas — qui par simple faiblesse des parents est autorisé à planter là ses études et à "travailler"! Chacun reconnaîtra qu'il y a là un réel péril pour la société. La formation de l'élite et surtout de l'élite commerciale, dont le Canada aura tant besoin s'il veut lutter avec avantage non seulement sur les marchés du

monde, mais sur le sien, ici même, et vaincre ses concurrents en est gravement compromise.

3° L'orientation spéciale du cours classique qui dirige systématiquement — à quelques exceptions près — tous les finissants vers le sacerdoce, le droit ou la médecine. A cause des circonstances historiques, cette orientation était peut-être nécessaire, ou du moins inévitable, dans les débuts des institutions classiques. A l'avenir, il dépendra des professeurs de collège de faire comprendre à leurs élèves, bien avant leur dernière année, que les Canadiens-français doivent avoir à coeur de se créer une élite commerciale, qui, en fait de culture générale et de compétence économique, sera l'égale de ces groupes nombreux d'hommes distingués et érudits qui depuis tant d'années, dans la province de Québec, font la gloire du clergé, du barreau et de la médecine.

Que ces professeurs tâchent de distinguer, parmi leurs élèves, ceux dont les qualités d'énergie, d'initiative, d'esprit de méthode, etc., paraissent les rendre plus aptes au commerce qu'aux professions libérales; qu'ils fassent comprendre à ces élèves qu'ils pourront devenir d'excellents hommes d'affaires! Beaucoup sans cela, par atavisme et esprit de routine, croient, comme leurs aînés, qu'il n'y a pas d'avenir en dehors des professions libérales, alors, qu'au contraire, celles-ci sont encombrées, tandis qu'en fait de commerce et d'industrie les "possibilités" dans la province de Québec sont illimitées.

4° L'idée fautive, mais cependant très générale parmi les parents, qu'il ne faut diriger vers le commerce que les jeunes gens les moins intelligents. Quelle erreur! Nous avons énuméré plus haut les qualités qui nous semblent requises pour réussir en affaires et d'autres, avec nous, ont fait ressortir maintes fois que de nos jours il faut joindre à ces qualités une éducation supérieure et spéciale que seuls, les écoles des Hautes Etudes commerciales et Instituts supérieurs de Commerce, peuvent donner. Cette idée, qui n'est pas spéciale au Canada, a longtemps prévalu en France; elle tend à disparaître aujourd'hui et déjà en 1908 M. G. Blondel citait sous ce rapport l'exemple rare d'un père de famille, ayant trois fils inégalement doués, qui n'hésita pas à orienter vers le commerce le plus intelligent et le plus actif, réservant les carrières libérales pour les deux autres. M. Blondel ajoute: "Il n'est pas douteux que la répartition des forces sociales dans notre pays (en France) est mauvaise. Beaucoup de jeunes gens se sont engagés dans des carrières pour lesquelles ils n'étaient pas faits. La cause principale de cette erreur tient à l'état de nos moeurs. Sous la pression de préjugés fort anciens, beaucoup de familles n'ont voulu entendre parler que des carrières dites libérales. Celles-ci ont joui et depuis longtemps hélas! dans notre pays, d'un prestige exagéré."

Il en est absolument de même dans la province de Québec, et dans l'intérêt de la race canadienne-française il est plus que temps de changer d'orientation et de combattre ces préjugés.

Non, le commerce n'est pas une occupation vile et bonne tout au plus pour les ratés des autres professions! Au contraire, le commerce, avec l'agriculture et l'industrie, constituent les seules professions réellement productives qui augmentent la richesse publique des peuples qui s'y livrent, et doivent grouper les forces vives de la nation.